



ANTIDOTE

Une opération de communication ministérielle

Vous êtes conviés(e) à une des 5 grand messes que notre DIRCOFI fait pour le compte de la DGFIP. Vous allez assister à la projection de deux films de nos ministres destinés à nous convaincre du bien fondé de la fusion DGI DGCP et des avantages qu'elle engendrera. Nous savons tous qu'il faudrait bien plus qu'une séance de cinéma pour nous vanter les mérites de la fusion et réussir à nous démontrer que ce sera mieux après : d'abord mieux pour qui : pour nous ou pour les contribuables ? Même à cette dernière hypothèse, nous ne pouvons pas nous résoudre à y croire avec les très probables fermetures de services à venir (trésoreries rurales en particulier).

Cette opération n'est qu'une opération de communication destinée à afficher que les agents adhèrent à la fusion (et en quelque sorte acquiescent aux suppressions d'emplois, à la polyvalence, à la surcharge de travail que cela engendre sans reconnaissance).

Et si on parlait de la rémunération ?

Qu'avons nous gagné dans cette fusion ? Pas grand chose car la fusion a été préparée dans un seul but : nous faire accepter des réductions d'emplois pour faire des économies.

Pour l'immense majorité des agents dont les inspecteurs, les contrôleurs et les agents C de la DIRCOFI-EST font partie, la fusion amène exactement la somme de 20,26€ net par mois et une belle brochure en papier glacé distribuée avec force rapidité aux 130000 agents dans le cadre d'une vaste opération de communication qui va coûter cher aux finances de l'Etat.

Et si on parlait de reconnaissance ?

Que nenni, très peu d'avancées car en fait, il n'y a pas de négociations, ni de revalorisation du point d'indice, ni d'harmonisation des régimes indemnitaires. Le concept actuellement appelé par le ministre « harmonisation indemnitaire » est une coquille sans mesure nouvelle, qui est une machine à exclure le maximum d'agents de son bénéfice tout relatif. Voir à ce sujet les dossiers techniques sur les sites Internet du SNUI et du SNADGI-CGT avec tous les chiffres.

Et on si parlait des emplois ?

Toutes les fusions, que ce soit dans les entreprises privées ou dans les services publics, aboutissent à de nombreuses suppressions d'emplois. A l'heure où le chômage explose en France, l'Etat aggrave encore la situation très mauvaise par des suppressions d'emplois statutaires stables. Vous avez déjà réfléchi à ce que feront plus tard vos enfants ?

Et si on parlait des conditions de travail ?

Une très forte dégradation des conditions de travail a déjà commencé. Elle va s'accroître dans le futur : dictature croissante des indicateurs, polyvalence imposée, industrialisation des tâches, perte de liberté d'organisation dans le travail, infantilisation des agents.

Et si on parlait du contrôle fiscal ?

Quel service public de contrôle fiscal de demain ? Traque de la véritable fraude ou seulement "régularisation d'anomalies"..... ? Restera-t-on des vérificateurs ou deviendra-t-on des auditeurs payés au rabais ?

Et si vous disiez non à tout cela en allant vous aussi manifester le 1^{er} mai dans votre ville ?